

Le programme de l'Assemblée annuelle de l'Association des exportateurs canadiens [AEC] comporte cette année une statistique inhabituelle, un chiffre qui saute aux yeux, et qui n'a rien à voir avec les tarifs douaniers, les excédents commerciaux ou la balance des paiements.

Je fais naturellement référence au fait qu'il s'agit de la 52^e assemblée annuelle de votre Association, ce qui situe la première au milieu de la Seconde Guerre mondiale!

Pensez-y. Alors même que les hommes et les femmes de cette génération se battaient pour sauver le monde de la tyrannie, les Canadiens mettaient déjà en place un autre mécanisme pour améliorer leurs résultats commerciaux, confiants qu'ils étaient de voir le commerce redevenir la principale activité nationale du Canada une fois que la libéralisation de l'accès aux marchés serait au sommet de l'agenda de l'après-guerre.

Il s'est passé beaucoup de choses au Canada et dans le monde depuis 1943, mais l'importance du commerce international pour notre prospérité économique n'a cessé de croître.

Au cours des deux dernières années, nous avons vu se réaliser d'importants progrès dans la voie de la libéralisation du commerce, qu'il s'agisse de l'achèvement de l'Uruguay Round, de la création de l'Organisation mondiale du commerce [OMC] ou de la conclusion de l'Accord de libre-échange nord-américain [ALENA]. De plus, des initiatives se font jour, qui visent l'établissement du libre-échange en Asie, en Europe, dans l'ensemble de l'Hémisphère occidental et par delà l'Atlantique.

Notre économie est maintenant l'une des plus ouvertes du monde. Nos exportations connaissent par ailleurs un croissance extraordinaire : nos ventes de biens et de services représentent plus du tiers de notre produit intérieur brut, contre environ le quart il y a quatre ans à peine. Aujourd'hui, nos échanges commerciaux avec les États-Unis s'élèvent à un milliard de dollars par jour et ce, tous les jours de l'année.

Quand on sait qu'il se crée 11 000 emplois au Canada chaque fois que les exportations augmentent d'un milliard de dollars, il est évident que c'est à nos ventes à l'étranger que nous devons, et continuerons de devoir, la grande majorité des emplois étant créés au pays. C'est là une puissante incitation à mettre en place un cadre international qui stimule la libéralisation des échanges et de l'investissement entre les pays, mais aussi à établir les stratégies nationales et les programmes voulus pour tirer parti de ce climat plus ouvert.

Les chiffres de notre commerce sont impressionnants, certes, mais nous pouvons faire mieux. Nous pouvons profiter de l'ouverture des marchés découlant de la création de l'OMC et de la levée des obstacles au commerce et à l'investissement dans la zone ALENA. Nous pouvons accroître nos parts de marché et diversifier nos